

Appel à manifestation d'intérêt : Appui au renforcement des capacités et au rayonnement des think tanks sahéliens

Cet appel à manifestation d'intérêt s'inscrit dans le projet Savoirs Sahel porté par l'Agence Française de Développement (AFD) et dans l'action du Global Development Network en Afrique Francophone. L'appel s'adresse aux think tanks de 5 pays du Sahel (le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad). Ce projet a pour objectif de renforcer la capacité des think tanks sahéliens en fonction de l'évaluation des besoins et des propositions de renforcement directement formulées et suggérées par les think tanks eux-mêmes. Dans le cadre de ce premier appel, 4 à 6 think tanks seront sélectionnés pour des financements allant de 20 000 € à 80 000 € sur une durée de 12 à 18 mois. L'attribution des financements sera répartie en fonction de deux catégories : les jeunes think tanks (en activité depuis au moins 1 an) et les think tanks plus expérimentés (en activité depuis plus de 3 ans).

L'ensemble des détails concernant l'éligibilité et la constitution des dossiers sont présentés dans les sections « Éligibilité » et « Critères de sélection ».

Merci de nous faire parvenir vos dossiers de candidature avant le 31 novembre 2022. La procédure de soumission des dossiers sera en ligne, sur la plateforme du GDN qui ouvrira le 31 octobre 2022. Un guide pour l'utilisation de la plateforme sera disponible à l'adresse : <https://www.gdn.int/appui-au-renforcement-des-capacités-et-au-rayonnement-des-think-tanks-dans-le-sahel>.

Il existe la possibilité de faire une demande de clarification jusqu'au 4 novembre 2022 en écrivant à l'adresse électronique recherchefrancophone@gdn.int. Une synthèse des questions et réponses sera disponible sur le site internet du GDN dans un délai de 7 jours.

Introduction

Le **Global Development Network (GDN)** est une organisation internationale publique qui soutient la recherche en sciences sociales de haute qualité, orientée vers l'action, dans les pays en développement et en transition, dans le but de promouvoir de meilleures conditions de vie. Créée comme 'Knowledge Bank' de recherche par des chercheurs-e-s des Suds pour la Banque Mondiale en 1999, le GDN ne se définit plus comme un think tank – mais a soutenu les think tanks dans plusieurs régions du monde¹. L'organisation promeut une recherche de meilleure qualité afin que les politiques publiques soient mieux informées pour un développement plus efficace et plus inclusif. Grâce à sa plateforme mondiale, le GDN met en relation des chercheur(e)s en sciences sociales avec des responsables politiques et des parties prenantes du développement partout sur la planète. Fondé à Washington, le GDN a son siège à New Delhi depuis 2006 et son bureau européen (GDN Europe) fait partie avec le Centre d'Études et de Recherches en Développement International (CERDI) et la Fondation pour les Études et les Recherches en Développement International (FERDI) du *Pôle Clermontois de Développement International* situé à Clermont-Ferrand, France.

¹ Diane Stone, *Banking on Knowledge: The Genesis of the Global Development Network* (New York: Routledge, 2000).

Contexte

Les think tanks, à la croisée des chemins entre mondes académique, administratif et politique ont gagné une importance croissante sur tous les continents au 21^{ème} siècle. Leur mission est de produire des analyses qui servent à informer et à prendre des décisions². Les think tanks se donnent comme mission de mettre en lumière des enjeux complexes, et ils peuvent contribuer, grâce à leur connaissance fine des contextes locaux et à leur démarche scientifique, à produire de la recherche de qualité sur les enjeux de développement. Ils doivent aussi demeurer flexibles, utiliser les méthodologies les plus adaptées et répondre aux besoins des décideur(euse)s, des administrateur(trice)s et d'un large public.

La nature et la structure des think tanks varient – et différentes traditions ont émergé en fonction de la culture politique et légale du pays où ils sont basés. Elles peuvent aussi varier au sein d'un même pays – les liens avec d'autres institutions étatiques ou avec d'autres types de parties prenantes non étatiques créant leur identité et leur rôle unique³. Certains think tanks peuvent avoir un rayonnement limité envers un type d'acteur mais un grand impact sur un autre. Par définition, la nature d'un think tank est hautement relationnelle et sa base financière cherche constamment à être diversifiée et consolidée⁴. L'indépendance ou l'autonomie des think tanks est constituée par un ensemble de pratiques et n'est pas nécessairement liée à un statut administratif ou à une structure organisationnelle et financière particulière, mais relève plutôt de sa capacité à développer un agenda de recherche et de le valoriser aussi bien auprès des décideurs(euses) publics que de la société civile. La capacité des think tanks à définir et maintenir un agenda propre, ainsi qu'à entreprendre des recherches via du personnel dédié rattaché à la structure les distinguent notamment de sociétés de consultance⁵.

Approche

Dans la région du Sahel de l'Ouest, les think tanks ont un rôle crucial à jouer pour à la fois comprendre les dynamiques sociales et tenter de proposer des approches de politiques publiques adaptées. Ils ne sont pourtant pas à même d'exploiter leur plein potentiel et leurs publications restent parfois trop peu connues des autres acteurs clés du développement. L'objectif de ce projet financé par l'AFD est de soutenir les think tanks sahéliens dans leurs efforts de production et diffusion d'un savoir de qualité⁶.

² The Open Think Tank Directory, "Regional Brief Africa. On Think Tanks," February 2022. *"In the Open Think Tank Directory, we have defined think tanks as a diverse group of knowledge and engagement organisations that have as their (main) objective to undertake research, generate knowledge and use evidence-informed arguments to inform and/or influence policy and its outcomes. To do this, they perform a range of functions, including undertaking research, aiming to influence the public agenda, monitoring how specific policies are carried out, suggesting or advocating for policy changes, and so on."*, p.1

³ Diane Stone, "Think Tank Thinking," in *Knowledge Actors and Transnational Governance: The Private-Public Policy Nexus in the Global Agora*, ed. Diane Stone (London: Palgrave Macmillan UK, 2013), 62–84, https://doi.org/10.1057/9781137022912_4. *"The type of constitutional architecture, historical circumstances of war or stability, the political culture and legal traditions alongside the character of the regime in power determine the shape and extent of think tank development in any given country."* p.63

⁴ Julia Cristina Rosa Hauck, "What Are Think Tanks? Revisiting the Dilemma of the Definition," *Brazilian Political Science Review* 11, no. 2 (2017).

⁵ Anna Longhini, "Institutionalization of Foreign Policy Think Tanks in Italy and the UK: An Explanatory Framework," *Central European Journal of Public Policy* 9, no. 2 (2015); Helen Dempster, "The Evolution of Think Tank Research Communications: Here's What I've Learned," November 14, 2019, <https://www.cgdev.org/blog/evolution-think-tank-research-communications-heres-what-ive-learned>.

⁶ Objectif final : accroître l'impact du débat d'idées porté par les think tanks du Sahel.

Objectif intermédiaire 1 : Soutenir les capacités institutionnelles des think tanks locaux dans leurs missions de production, de diffusion et de promotion du savoir de qualité dans les débats de politiques publiques.

Il repose sur plusieurs postulats: (1) les connaissances actuelles sur le paysage des think tanks sahéliens sont encore parcellaires (2) les think tanks sahéliens sont les plus propices à définir les appuis qui sont à même d'accroître leur impact sur les débats publics (3) les think tanks sahéliens pourraient gagner à être plus clairement insérés dans des réseaux existants de think tanks sous-régionaux, régionaux et internationaux existants – ou à développer leurs propres réseaux.

Les pays visés sont les pays du Sahel suivants : **le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.**

L'attribution des financements sera répartie en fonction de deux catégories : les jeunes think tanks (en activité depuis au moins 1 an) et les think tanks plus expérimentés (en activité depuis plus de 3 ans). Les financements seront alloués en fonction d'une demande initiale des think tanks pour des financements d'activités spécifiques à haut potentiel – cette demande reposant sur une évaluation de leurs besoins et du paysage des opportunités qui se présentent à eux. La sélection sera organisée par étapes afin que les think tanks puissent échanger entre eux et avec le GDN pour évaluer les besoins et les opportunités qui se présentent à eux . Pour ce premier appel, 4 à 6 think tanks seront sélectionnés pour des financements disponibles allant de 20 000 € à 80 000 € par institution, pour un appui d'une durée de 12 à 18 mois. Un deuxième appel sera ensuite publié en 2023, pour sélectionner 4 à 6 autres think tanks (la participation au premier appel n'exclut pas une participation au deuxième appel.) Bien que des expert(e)s scientifiques seront mobilisé(e)s pour accompagner les think tanks, l'objectif du projet n'est pas la coopération scientifique ou la production de publications sur des thématiques prédéfinies – mais plutôt une **contribution à un renforcement transversal en vue d'une participation accrue et d'une qualité accrue de leur participation aux débats publics**. L'appel n'exclut cependant pas des propositions de production d'études pouvant contribuer au renforcement des capacités des think tanks. En plus des activités à la demande des think tanks individuels, d'autres seront organisées pour l'ensemble des think tanks sélectionnés : activités de mentorat avec des leaders de think tanks établis ; deux *Foires du Savoir* régionales réunissant think tanks, décideur(euse)s et autres praticien(ne)s (en 2023 et 2024).

Eligibilité

Toute organisation candidate doit répondre aux exigences suivantes :

- 1- Avoir pour principal objectif de mener des analyses de politiques publiques (par exemple politiques foncières, éducation, sécurité, décentralisation) qui contribuent au(x) débat(s) public(s)
- 2- Appartenir à l'une des deux catégories (think tanks jeunes ou plus expérimentés):
 - Etre en activité depuis au moins 1 an
 - Etre en activité depuis au moins 3 ans

(Aucun seuil minimum de budget de fonctionnement n'est requis)

- 3- Les organisations candidates doivent démontrer qu'elles sont une entité juridique et qu'elles sont capables de signer des contrats en leur nom, de recevoir des fonds de donateurs internationaux et de mener à bien les activités proposées. Il n'est pas nécessaire de constituer un consortium avec d'autres partenaires, mais les consortium sont admis.

Le dossier doit comporter:

- Une lettre du responsable du think tank candidat : *Elle doit contenir une explication du statut juridique (public/privé et lucratif/non lucratif) ainsi qu'un bref historique du think tank et une mention des projets qui représentent au mieux l'institution (max. 500 mots)*
- Une réponse (2 000 mots maximum) à la question : *D'après vous, qui utilise, devrait ou pourrait utiliser les analyses des think tanks et pourquoi ?*
- Une réponse (1 000 mots maximum) à la question suivante : *Quelles sont les points forts et les points faibles de votre institution et comment proposez-vous d'utiliser le financement du GDN ? Comment cela vous aidera-t-il à renforcer les capacités de votre institution ?*
- Une Liste des publications depuis 2019
- Trois CV clés de l'équipe dont au moins 1 femme
- Un bref aperçu narratif des rôles et responsabilités des membres de l'équipe dans l'élaboration de la proposition (200 mots maximum).
- Une preuve documentée que l'entité juridique est en mesure de recevoir des fonds d'une source de financement internationale.
- Une liste des activités publiques et politiques menées et en cours depuis 2019.

Échéances :

- Il existe la possibilité de faire une demande de clarification jusqu'au 4 novembre 2022 en écrivant à l'adresse électronique recherchefrancophone@gdn.int. Une synthèse des questions et réponses sera disponible sur le site internet du GDN dans un délai de 7 jours.
- La plateforme pour la soumission des candidatures en ligne ouvrira le 31 octobre 2022. Un guide pour l'utilisation de la plateforme sera disponible à l'adresse : <https://www.gdn.int/appui-au-renforcement-des-capacités-et-au-rayonnement-des-think-tanks-dans-le-sahel>.
- Les candidatures devront être envoyées avant le 31 novembre 2022.

Critères de sélection:

- Clarté et force de l'analyse concernant les opportunités et les défis auxquels sont confrontés les think tanks dans la région ou dans le pays d'activité.
- Clarté de l'intervention proposée et sa justification sur la base de l'analyse des points forts et points faibles de l'institution.
- Capacité de recherche représentée dans l'équipe, basée sur des publications (rapports, publications scientifiques ou autre) et sur d'autres activités portant sur des questions pertinentes localement.
- Expérience et capacité à participer aux débats publics.

Processus :

Le processus de sélection aura lieu en deux étapes:

(i) une étape de pré-sélection qui retiendra environ 12 candidats

Un atelier de rédaction de proposition aura lieu lors de l'étape de pré-sélection (il est prévu pour début 2023 et pourra avoir lieu en partenariat avec la Chaire Sahel du FERDI). Les think tanks seront mieux informés sur le type d'appuis qui pourront être prodigués. Pendant cet atelier, ils devront préparer une demande de soutien complète – argumentée et budgétée – au GDN, qui devra être soumise au plus tard 3 semaines après la conclusion de l'atelier.

(ii) Sur cette base un jury mixte (externes/internes) retiendra un maximum de 6 candidats

Exemples d'activités éligibles (liste indicative et non-exhaustive) :

- (1) académiques : il peut s'agir d'accroître la capacité des chercheurs à collaborer avec la sphère académique.
- (2) médiatiques : il peut s'agir d'accroître la capacité de l'institution à collaborer avec les médias ou de renforcer la visibilité de l'institution et de ses activités.
- (3) activités vouées à améliorer la prise en compte des résultats par les décideurs ou par d'autres acteurs.
- (4) activités vouées à accroître les interactions plus larges avec la société civile.
- (5) des appuis visant le développement organisationnel pourront aussi être financés.

La subvention ne financera pas les projets de construction ou de rénovation, la location ou l'achat de biens immobiliers ou de biens durables dont la valeur dépasse 2 500 € au total.